

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 21/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



NONNENMACHER

HERRENWALD

ZERC2

67170 BRUMATH

Références : 0006700022/JB/CE
Code AIOT : 0006700022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2023 dans l'établissement NONNENMACHER implanté à BRUMATH - 67170. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisé en commun avec le service SEBP de la DREAL qui a effectué un contrôle sur les prescriptions des dérogations aux interdictions relatives aux espèces protégées (article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/12/2014 et arrêté portant dérogation aux interdictions sur les spécimens d'espèces protégées du 12/09/2014).

Les prescriptions contrôlées dans ce cadre ont fait l'objet d'un rapport distinct établi par le service SEBP et daté du 19/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NONNENMACHER
- HERRENWALD - ZERC2 - 67170 BRUMATH
- Code AIOT : 0006700022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisation d'exploiter une carrière par arrêté préfectoral du 24/12/2014 pour une durée de 30 ans sur le ban de la commune de Brumath au lieu-dit Herrenwald, des installations de traitement (installations de criblage et concassage terrestres) et une station de transit de produit minéraux ou de déchets non dangereux inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 2.3	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 14.5	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 12.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plan de gestion des inertes et des terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 8.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité d'ordre documentaire a été relevée considérant que le plan d'exploitation n'est pas complet, sans remettre en cause son interprétation. Il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat. La complétion du plan d'exploitation est toutefois attendue lors de la prochaine mise à jour du plan.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Montant et justification des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en 6 périodes de 5 ans. Le montant des garanties permet d'assurer la remise en état maximale pendant chaque période. Le montant des garanties pour chacune de ces périodes est fixé dans le tableau ci-après par référence à l'indice TP01 de février 2014 (700,3). Périodes : 6-10 ans Garanties : 270 081,90 €
Constats : Les garanties financières d'un montant de 287 294 € sont constituées jusqu'au 23/12/2024 (acte de cautionnement du 28/09/2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 14.5
Thème(s) : Autre, Contenu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000ème, orienté. L'échelle peut être adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre de la carrière et ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection, - l'emplacement des bornes, - la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines, - les limites communales, - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - la position des bâtiments, des installations de traitement des matériaux, des ouvrages ou des équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, - la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,

- les bords du plan d'eau,
- la position des fronts,
- les courbes de niveau équidistantes (tous les 10 mètres d'altitude) ou les cotes d'altitude des points significatifs,
- les courbes bathymétriques équidistantes sur l'ensemble du plan d'eau (tous les 10 mètres de profondeur),
 - les voies d'accès et les chemins qui mènent à la carrière, les chemins ruraux, les pistes de la carrière,
- les emplacements des stockages des terres de découverte et des stériles (stockages de déchets inertes et de terres non polluées),
- les piézomètres, les puits, les forages,
- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée,
- les zones décapées,
- les zones remblayées,
- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée,
- l'emplacement des mares temporaires ou permanentes,
- l'emplacement des zones de végétation herbacée,
- l'emplacement des espèces arbustives et épineuses,
- l'emplacement des landes à genêts,
- les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière,
- les limites des phases d'exploitation définies pour le calcul des garanties financières.

Le plan est daté et comporte une légende.

Au moins six coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. [...]

Constats : Le plan d'exploitation mis à jour le 06/03/2023 par le cabinet de géomètres-experts Lambert ne comporte pas tous les éléments requis. N'apparaissent pas sur le plan :

- l'emplacement des bornes,
- les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée,
- les zones décapées,
- les zones remblayées,
- les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée,
- l'emplacement des mares temporaires ou permanentes,
- les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière,
- les limites des phases d'exploitation définies pour le calcul des garanties financières.

Les voies d'accès qui mènent à la carrière sont matérialisées mais il convient de les mettre en évidence pour les repérer plus facilement.

L'emplacement des piézomètres est matérialisé (mention "PIEZOMETRE"). Il convient d'indiquer de quel piézomètre il s'agit en indiquant leur nom.

Le plan comporte une légende. Il convient toutefois de la compléter en précisant la signification des pointillés de couleur orange et en prenant en compte les observations ci-dessus.

Sept coupes sont jointes au plan. Leur position est matérialisée sur le plan.

Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Bien que les éléments manquants ne remettent pas en cause son interprétation, il n'est pas conforme à la prescription précitée et nécessite d'être complété.

S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire, il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Le prochain plan devra toutefois être complété et présenter les éléments manquants.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 12.4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conformes aux règles et aux normes en vigueur. Elles doivent être entretenues en bon état et elles doivent être périodiquement contrôlées par une personne compétente, notamment après leur installation ou leur modification. Les rapports de contrôle des installations électriques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations électriques sont contrôlées annuellement. La dernière vérification par un organisme extérieur a été effectuée le 24/12/2022. Le rapport correspondant ne met en évidence aucune observation relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des inertes et des terres non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2014, article 8.3
Thème(s) : Autre, Etablissement et mise à jour
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir, avant le début de l'exploitation, un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans avant le passage à une nouvelle phase d'exploitation et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à la préfecture et à l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées présenté a été mis à jour en 2022 et contient les éléments prescrits à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. La nature des déchets stockés (terres végétales) sur site est cohérente avec le plan de gestion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

